

Perspectives de désenclavement numérique des institutions universitaires de la République démocratique du Congo

Antoine Otshudi Mpoyi Lomasa

Résumé

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent une voie obligée pour une meilleure production des savoirs au profit du service à la société et une meilleure distribution de ceux-ci à travers le monde. Les institutions d'enseignement supérieur et universitaire, quant à elles, participent à la production des contenus éducatifs grâce à leurs ressources pédagogiques ; d'où la nécessité de leur désenclavement.

Mots-clés : Désenclavement numérique, institution universitaire.

Abstract

Information and communication technologies (ICT) constitute a compulsory mean for better production of knowledge for the sake of the society and a better distribution of them world wide. Higher education institutions participate to the production of education contents thanks to their pedagogics resources, hence the necessity of their opening up.

Keywords : Digital opening up, academic institution.

Introduction

Aline Rutily et Bernard Spitz affirment que la révolution du numérique en marche affecte aujourd'hui l'ensemble des activités de la société. Elle touche l'ensemble des secteurs d'activités des médias, du téléphone, fax, etc.¹. Ce changement ayant cours en République démocratique du Congo (RDC), nous voudrions en dresser l'état des lieux en observant le processus d'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans un secteur clé de cette dynamique à savoir : les universités, bibliothèques et centres de documentation universitaires de la RDC durant la grande réforme dite LMD.

Lorsque nous observons ce phénomène avec les lunettes de chercheur en Sciences de l'information et de la communication, il y a lieu d'affirmer d'emblée que la révolution numérique s'est réalisée et intégrée harmonieusement dans la société occidentale, alors qu'en RDC, il se révèle en processus tardif et lent dans les bibliothèques et centres de documentation universitaires, en particulier, et en Afrique subsaharienne en général. Ce retard a des conséquences énormes, car,

¹ RUTILY, A. et SPITZ, B, « Les Nouveaux enjeux de la révolution numérique » dans *Hernès* n°44, 2006, p.29.

non seulement il affecte la conception et la diffusion de la production scientifique en Afrique subsaharienne, mais, d'une part, il entraîne la méconnaissance de cette production par la communauté scientifique internationale, d'autre part. Il met les Africains en marge du circuit de diffusion des idées et innovations technico-scientifiques.

De ce point de vue, il y a lieu de craindre que la mondialisation se réalise en ce domaine capital sans apport congolais et africain, il y a donc absence des contenus scientifiques africains et congolais à cette ère de la mondialisation².

Notre réflexion tente d'abord de dresser le bilan de quelques actions de désenclavement et, ensuite d'indiquer des perspectives pour l'avenir. Pour une meilleure compréhension, nous allons définir au préalable les concepts clés, à savoir : désenclavement numérique, Technologies de l'information et de la Communication (TIC), missions de l'Université, bibliothèque universitaire, mondialisation.

1. Clarification des concepts

1.1. Désenclavement numérique

Le Nouveau Petit Robert de 2003 définit le verbe désenclaver comme l'action de faire cesser d'être enclavé, d'être une enclave. Il explicite en disant qu'il s'agit de rompre l'isolement de « une région, une ville, par l'amélioration des communications maritimes, aériennes, routières, téléphoniques, etc.

On peut contextualiser cette définition en précisant que le désenclavement numérique est le fait, pour une institution, de rompre l'isolement en utilisant les Technologies de l'information et de la Communication.

Ce dernier concept recouvre « l'ensemble des nouveaux supports et techniques de communication, de production, de diffusion et de consommation de l'information, basés sur le numérique, c'est-à-dire la représentation, le stockage et le traitement de l'information sous la forme d'une suite de 0 et 1 appelés des bits. Le terme information fait référence à des textes, des images fixes ou animées, la vidéo, le son, des données informatiques »³. Ce concept est à rapprocher de celui de société de l'information⁴. Celle-ci désigne une société dans

² MANUANA NSEKA, Projets de désenclavement numérique des établissements de l'ESU congolais, *Conférence débat*, IFASIC, 2008.

³ OSSAMA François, *Les nouvelles technologies de l'information : enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.119.

⁴ Technologies de l'information et de la communication dans Wikipédia, encyclopédie libre ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Technologie de l'information et de la communication](http://fr.wikipedia.org/wiki/Technologie_de_l'information_et_de_la_communication)) (page consultée le 11 avril

laquelle les technologies de l'information jouent un rôle central. Elle est en général placée dans la continuité de la société industrielle.

Le concept de société de la connaissance est parfois préféré à celui de société de l'information⁽⁵⁾. Cette distinction correspond à la différence entre système d'information et système à base de connaissance.

La société de la connaissance :

- Reprend en partie la notion de société de l'information, désignant une société dans laquelle se généralise la diffusion et l'usage d'information et qui s'appuie sur des technologies de l'information et de la communication (TIC) à bas coûts.
- Met plus largement l'accent, non pas sur les flux d'informations et les réseaux qui les supportent, mais sur le savoir, l'expertise, la créativité, l'innovation, la connaissance. La vision est donc plus humaine même si cette société de la connaissance est portée par un développement technique.
- S'intéresse aussi à l'impact, considéré de plus en plus crucial (économie du savoir), de la création et diffusion des connaissances sur le développement économique, par l'intermédiaire de l'intelligence économique dans les entreprises et les territoires »⁽⁶⁾.

L'université, en général, et les institutions d'enseignement supérieur et universitaire de la RDC, en particulier, poursuivent trois objectifs, à savoir : l'enseignement, la recherche et l'application des résultats de la recherche dans les technologies capables de générer le développement et le progrès social.

Dans le processus de réalisation de cette triple mission, les institutions d'enseignement supérieur et universitaire s'appuient sur la bibliothèque universitaire, les musées et centres de documentation qui ont comme mission de permettre à la communauté universitaire d'accéder à des ressources documentaires pertinentes en vue de faciliter la recherche, l'enseignement et le service à la société.

Les concepts mondialisation et globalisation ont fait couler beaucoup d'encre. En français, le terme globalisation désigne l'extension supposée du raisonnement économique à toutes les activités humaines et évoque sa

⁽⁵⁾ Société de l'information dans wikipedia ([http : //fr.wikipedia.org/wiki/société de la communication et de L'information](http://fr.wikipedia.org/wiki/société_de_la_communication_et_de_L'information)).

⁽⁶⁾ Société de la connaissance dans Wikipédia ([http : //fr.wikipedia.org/wiki/Soci%27A9_de_la_connaissance](http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%27A9_de_la_connaissance))

(Page consultée le 11 avril 2024)

limitation au globe terrestre. Par contre, le vocable mondialisation désigne l'extension planétaire des échanges qu'ils soient culturels, politiques, économiques ou autres. Dans ce cadre, le concept monde peut désigner en outre l'espace proche de la terre, accessible par des moyens aéronautiques ou spatiaux (satellites), ou prendre des significations propres à chaque culture (le monde chinois, le monde arabe etc. [...]). La différence sémantique peut aussi s'envisager sous un autre angle.

Certains voient dans le concept globalisation la simple transposition du terme anglais en français, globalisation étant synonyme de mondialisation. D'autres voient une différence de nature entre les deux termes et considèrent la globalisation comme une étape après la mondialisation, qui la dépasserait et consisterait en une dissolution des identités nationales et l'abolition des frontières au sein des réseaux d'échange mondiaux »⁵.

3. Situation de l'enseignement supérieur et universitaire et des bibliothèques universitaires de la RDC⁶.

3.1. Situation de l'enseignement supérieur et universitaire

Plusieurs études et rapports ont fait l'état des lieux des institutions d'enseignement supérieur et universitaire congolais. D'après le rapport de l'APEFE de 2006 le système d'enseignement supérieur et universitaire congolais est qualifié d'enclavé. L'étude chiffrait à moins d'une dizaine les établissements d'enseignement supérieur et universitaire lors de l'accession du pays à l'indépendance.

A ce jour, la RDC compte près de 400 établissements. Si on s'en tient uniquement au secteur officiel de l'enseignement supérieur et universitaire, on compte plus de 200 établissements dont les universités principales sont regroupées en 9 pôles (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma, Bukavu, MbujiMayi, Kabinda,

⁵ Mondialisation et globalisation : dans Wikipédia ([http : //fr.wikipedia.org/wiki/mondialisation](http://fr.wikipedia.org/wiki/mondialisation) (page consultée le 11 avril 2024).

⁶ Nous nous inspirons largement du document Projet de désenclavement numérique des Etablissements de L'enseignement supérieur et universitaire et l'insertion professionnelle en République Démocratique du Congo : intervention APEFE CK 0505 auprès du CEDERSURK et du Campus Numérique (CNFK) : Dossier du projet, version 2.1. Du 17/08/06, 2006, p.3-4.

Kindu, Mbandaka), 7 centres universitaires, 1 institut facultaire, 42 instituts supérieurs pédagogiques, 93 instituts supérieurs techniques.

Dans le secteur privé, on compte plus de 250 établissements agréés ou autorisés à fonctionner, instituts supérieurs et universités confondus. Malgré leur nombre important, ces établissements puisent leur corps enseignant dans les établissements publics.

L’Institution universitaire congolaise a connu des années de prospérité, surtout à ses débuts. Aujourd’hui, les problèmes qui l’affectent sont complexes et nombreux : la réforme LMD décrétée depuis 2014 et mise en application en 2022 sans préalables dans l’ensemble de notre système éducatif, l’instabilité des Comités de gestion, le trop plein des effectifs des étudiants, la mauvaise application et le mauvais fonctionnement du partenariat, les effets des enjeux et des manipulations politiques, la démotivation chez les enseignants et les effets de fatigues accumulées chez les enseignants (surmenage, décès)⁷. Bref, elle est confrontée à une profonde crise qui atténue dangereusement son efficacité en tant qu’instrument du développement d’une société, elle-même en crise multiforme. Celle-ci touche fortement les structures de l’enseignement supérieur et universitaire.

Il s’observe que certaines universités congolaises ne se sont jamais totalement relevées de la lourdeur du phénomène des années académiques élastiques allant de 11 à 21 mois et du cycle triennal des années blanches. Ces facteurs ont mis en mal l’existence des instructions académiques de la tutelle qui réglementent le déroulement normal d’une année académique. Ainsi, un défi de taille fait la préoccupation des autorités tant politiques qu’académiques : il faut parvenir à harmoniser les différents programmes et calendriers académiques de manière à les conformer à la nouvelle réforme LMD en évaluation à mi-parcours. Depuis quelques temps, on sent la volonté de renouer les contacts et de développer les échanges disparus pendant une longue période de crise dans le chef des autorités des institutions d’enseignement supérieur et universitaire.

Sur le plan politique, un effort est manifeste pour relancer ce secteur par un recadrage et une restructuration du système. Le gouvernement de l’époque avait mis sur pied un système dénommé Pacte de modernisation de l’enseignement

⁷ NGUB’USIM Richard, Les années plastiques et le cycle triennal des années blanches à l’Université de Kinshasa de 1990 à 2001, dans *Congo-Afrique*, n°363, 2002, p.p.167-173.

(PADEM)⁸. La Troisième République avait hissé l'Enseignement Supérieur et Universitaire en Ministère d'Etat pour qu'il constitue un secteur prioritaire de ses actions et que les mesures salutaires prises dans ce domaine ne restent plus figées sur papier sans exécution, sans action et sans évaluation.

3.2. Bibliothèques universitaires de la RDC

Des études et rapports abondent au sujet des bibliothèques universitaires de la RDC, à l'instar de l'étude de Boris Gapihan et ses collaborateurs portant sur « Les bibliothèques universitaires du Sud et les logiciels libres de gestion intégrée des bibliothèques »⁹. Cette étude part du constat que *« le discours dominant sur la société de l'information érige les Technologies de l'information et de la Communication (TIC) en facteurs de développement politique et économique. Mais, au-delà des déclarations d'intention, ces technologies sont majoritairement détenues par les pays développés [...]. L'existence d'une fracture numérique Nord/Sud pose clairement la question des moyens d'accès à l'information et à la connaissance pour les pays du Sud [...]. La coopération est l'un des moyens de réduire cette fracture »*¹⁰.

La même étude spécifie en ce qui concerne la RDC que *« les bibliothèques des pays du Sud s'inscrivent dans un contexte politique, social et économique souvent difficile. Certaines universités et bibliothèques peuvent être fermées une partie de l'année et les examens annulés comme cela a par exemple été le cas à l'Université de Kinshasa en 1994-1995, 1997-1998 et 2000-2001.*

Les bibliothèques de ce pays sont en outre confrontées à des difficultés en termes d'environnement institutionnel, de constitution des fonds documentaires, de budget, de formation, d'accès aux ressources en ligne et d'informatisation.

Ces bibliothèques aux moyens restreints ont également à faire face à l'augmentation très importante du nombre d'étudiants, alors que des locaux restent les mêmes. »

La coopération internationale permet à ces bibliothèques de palier en partie à leurs déficits afin qu'elles puissent jouer leur rôle d'accès à l'information. Mais, vingt ans après, cette situation est restée la même.

⁸ Initié par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, ce programme ambitieux s'était proposé de transformer le système de l'Enseignement Supérieur et Universitaire pour le rendre plus compétitif et plus adéquat au développement. Mais il tomba sous la coupe du conservatisme du système et aux diverses pesanteurs Politiques.

⁹ Cette étude a été menée par Boris Gapihan, Christelle Le Borgne, Fabien Malcles et Marie-France Palestro, sous la direction de Paul Thirion et de Latifa Limam comme mémoire de recherche, en Juillet 2005, à l'ENSSIB, 168, p.

¹⁰ *Ibid.*, p.8.

Traditionnellement, la coopération institutionnelle entre deux universités (Nord/Sud) soutient l'enseignement et la recherche. Or le développement de la recherche universitaire se heurte aux lacunes de la documentation. Aussi, suite au constat de pauvreté de ces bibliothèques, des aides se mettent en place. Ainsi, « *la coopération peut intervenir soit pour une action spécifique (achats d'ouvrages, formations en équipements, en matériels, etc.) soit dans le cadre plus large d'un programme de soutien qui réunit plusieurs actions* »¹¹.

Dans ce cadre, la Coopération Universitaire pour le Développement (CUD) est venue à la rescousse de l'Enseignement Supérieur et Universitaire congolais en développant trois activités transversales, à savoir : la pédagogie universitaire, le désenclavement numérique et les bibliothèques universitaires⁽¹⁴⁾.

4. Emergence et importance des TIC pour réhabiliter et développer l'ESU

De nombreux établissements congolais d'enseignement supérieur et universitaire tentent d'engager un plan stratégique de développement en vue de réhabiliter leurs infrastructures et redynamiser leurs activités de recherche et d'enseignement. Tous manifestent unanimement le besoin d'élaborer une politique de désenclavement par l'intégration des nouvelles Technologies de l'information et de la Communication, afin de favoriser la rationalisation de la gestion, l'accès à l'information scientifique et technique, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la redynamisation de la recherche et l'acquisition d'une culture informatique.

Parmi les partenaires internationaux qui s'associent à cette dynamique figurent notamment la DGCD au travers des projets CUD et VLIR, l'UNESCO, l'USAID, la Coopération Française, le PNUD, la Banque Mondiale, etc.⁽¹⁵⁾

5. Actions de désenclavement numérique des établissements de l'ESU et perspectives d'avenir ⁽¹⁶⁾

5.1. Appui des universités belges dans les actions de désenclavement des universités congolaises

Les universités belges ont apporté leur soutien en organisant, dans le cadre des festivités des 50 ans de l'Université congolaise, une conférence académique sur « *l'apport des universités belges dans le désenclavement des universités congolaises* », du 6 au 8 avril 2005, sous les auspices du Conseil interuniversitaire des Universités flamandes de Belgique (VLIR-UOS).

¹¹ *Ibid.*, p.21-22

Le même conseil a organisé, du 12 au 16 mars 2007, à Lubumbashi, en collaboration avec la Commission universitaire pour le Développement (CUD) regroupant les universités francophones de Belgique, un premier atelier sur le désenclavement numérique des universités. Cet atelier a fait le point sur les expériences de deux groupes d'universités et tracé les perspectives d'avenir.

5.2. Expériences de deux universités pionnières

5.2.1. Université de Kinshasa

Le projet de désenclavement de l'Université de Kinshasa, appelé Backbone, date de 2003. Il avait pour mission de développer et de mettre en service une base de données distribuées, de permettre le rayonnement de l'Université à travers le monde et de développer à l'Université l'expertise des TIC. Ce projet était confronté à quelques difficultés essentiellement techniques. Toutefois, des stratégies furent mises en œuvre pour les résoudre.

5.2.2. Université de Lubumbashi

Le Service des Ressources Informatiques (SRI) de l'Université de Lubumbashi a démarré en 2004. Comme pour l'Université de Kinshasa, le SRI était confronté aux mêmes difficultés d'ordre technique. Toutefois, quelques stratégies étaient mises en place pour y remédier.

5.2.3. Leçons à tirer de ces deux expériences après deux décennies

Les deux universités disposent effectivement d'un réseau intranet reliant l'ensemble de leurs facultés et connectées à Internet. Mais leurs infrastructures sont gérées par des équipes techniques en sous-effectif et nécessitant des mises à niveaux techniques permanentes. Par ailleurs, le développement d'applications permettant d'engager l'informatisation de leur bibliothèque, de leurs services administratifs et financiers ou encore la gestion de la scolarité est freiné par le manque d'expertise locale en pilotage des projets TIC¹².

¹² Projet de désenclavement..., p.4.

5.3. Expériences des autres établissements

Dans les autres établissements moins équipés, si les projets TIC se traduisent actuellement par l'installation tous azimuts d'espaces numériques sans plan directeur d'information, leur animation, gestion technique et administrative et leur maintenance nécessitent un niveau de maîtrise sans défaut¹³.

5.4. Perspectives d'avenir¹⁴

Il a existé trois projets en cours pour le désenclavement numérique des établissements congolais d'Enseignement supérieur et universitaire.

D'abord, le projet de désenclavement de 7 universités congolaises, à savoir : Université de Kinshasa, Université de Lubumbashi, Université de Kisangani, Université Pédagogique Nationale, Université Catholique de Bukavu, Université Catholique du Congo et Institut Supérieur des Techniques Appliquées. Ce projet bénéficie de l'appui de la Coopération belge des Universités flamandes et francophones de Belgique (VLIR-UOS et CUD/CIUF).

Ensuite, le projet E-Campus. Financé par l'UNESCO, ce projet vise à constituer un réseau des ressources pour développer des capacités en Afrique subsaharienne, développer des modèles d'enseignement et des formations qui s'appuient sur les TIC. Pour ce qui est de la RDC, E-Campus compte, à partir des Centres d'ingénieries pédagogiques installées à l'Université Pédagogique Nationale, constituer des réseaux locaux du secteur de l'enseignement, s'appuyant sur des médiathèques et l'Internet pour rendre le service à la société à travers des centres multimédias communautaires.

Enfin, le projet Ebale, initié par le Centre de Documentation de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche de Kinshasa (CEDESURK) avec l'expertise du Campus Numérique Francophone de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Il s'agit d'un réseau d'interconnexion des universités et des centres de recherche de la RDC au moyen de l'intranet. C'est un « National Research and Education Network » (un intranet de l'éducation et de la recherche). Cependant, ce réseautage exige une connexion à haut débit par la fibre optique.

La RDC ayant manqué la connexion sur la fibre optique SAT-3 qui passe à l'Ouest, il devient indispensable qu'elle se connecte sur le projet de fibre optique ou de câble sous-marin EASSY (*East African Submarine cable System*) en cours

¹³ Ibid.

¹⁴ Voir Atelier sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, p.7 cité par le professeur JeanPierre Manuana, *conférence débat*, IFASIC, 2008.

qui passera par l'Est. C'est un projet à vocation régionale destiné à relier l'Afrique du Sud au Soudan¹⁵.

La RDC pourrait également profiter du projet de satellite africain RASCOM (*Regional African Satellite Communication Organization*, Organisation Régionale Africaine de Communication par Satellite)) devant couvrir l'ensemble du continent africain¹⁶. Il est toutefois important de signaler avec Olivier Sagna que « *ce type d'initiative est souvent long et difficile à mettre en œuvre compte tenu de la complexité et de l'imbrication des considérations d'ordre technique, financier, économique mais aussi politique.* »¹⁷

Conclusion

Les TIC constituent une voie obligée pour les Institutions d'enseignement supérieur et universitaire afin d'une meilleure production des savoirs au profit du service à la société et une meilleure distribution de ceux-ci à travers le monde. Mais la technologie est une chose et la production des contenus en est une autre.

Les institutions congolaises d'enseignement supérieur et universitaire doivent passer à l'action et participer à la production des contenus éducatifs, des ressources pédagogiques, de rapports, de notes de connaissances structurées d'une part, mais aussi à leur diffusion à travers la RDC et le monde grâce aux TIC d'autre part. Dès lors se posent quatre problématiques.

La première problématique concerne le partage du savoir avec le souci de confronter la notion de société de la connaissance à la question du « développement »¹⁸. Comme le souligne Bruno Allivier, « *à y regarder de plus, il existe plusieurs fractures numériques et non pas une seule. Une première sépare les « info riches » des pays du Nord et du Sud des « info pauvres » de ces mêmes pays.* » La deuxième problématique est celle de la séparation des hommes et des femmes [...]. La troisième problématique oppose la ville à la campagne. La quatrième problématique réside dans le fossé entre le Nord et le Sud.

¹⁵ Olivier Sagna, « La lutte contre la fracture numérique en Afrique : aller au-delà de l'accès aux Infrastructures » dans : *Hermès*, n°45, 2006, p.18.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Didier Oillo, « Introduction », dans *Hermès*, n°45, 2006, p.10.

Dans tous les cas, ce qu'on appelle fracture numérique n'est que la traduction, en termes d'accès au réseau et d'usages, de la « fracture » économique et sociale généralisées, qui renvoi au milieu social, au sexe, au niveau d'éducation, au degré d'urbanisation, etc. [...]. En réalité, plus que d'une fracture technologique, il conviendrait de parler d'une fracture complexe »¹⁹. Didier Oillo souligne que « *la véritable fracture entre le Nord et le Sud n'est pas numérique, mais cognitive ou peut-être, plus fondamentalement, scientifique* »²⁰.

En ce qui concerne particulièrement l'institution universitaire congolaise, les autorités politiques et académiques doivent inventer des formules permettant une vision plus globale d'intégration et d'appropriation des TIC au sein des établissements d'enseignement afin de les rendre aussi compétitif que collaboratif sur le plan tant national qu'international et, ainsi, les désenclaver²¹.

**Antoine Otshudi Mpoyi Lomasa, Professeur à l'Université
des Sciences de l'Information et de la Communication
(UNISIC)**

Références bibliographiques

1. MANUANA NSEKA, « Projets de désenclavement numérique des établissements de l'ESU congolais », *conférence débat*, IFASIC, 2008.
2. NGUB'USIM Richard, « Les années plastiques et le cycle triennal des années blanches à l'Université de Kinshasa de 1990 à 2001 », dans *CongoAfrique*, n°363, 2002.
3. OILLO Didier, « Introduction » dans *Hermès*, n°45, 2006.
4. OLLIVIER, Bruno, « Fracture numérique : ne soyons pas dupes des mots » dans *Hermès*, n°45, 2006.
5. OSSAMA François, *Les nouvelles technologies de l'information : enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2001.
6. RUTILY, A. et SPITZ, B, « Les Nouveaux enjeux de la révolution numérique » dans *Hermès* n°44, 2006.

¹⁹ Bruno Olliver, « Fracture numérique : ne soyons pas dupes des mots », dans *Hermès*, n°45, 2006, p.34.

²⁰ Didier Oillo, *art. cit.*, p.10.

²¹ MANUANA, J.P, *loc.cit.*, 2008.

7. SAGNA Alivier, « La lutte contre la fracture numérique en Afrique : aller au-delà de l'accès aux infrastructures » dans *Hermès*, n°45, 2006.